

Marc HUMBERT

INTRODUCTION

Il y a ceux qui pensent qu'en poursuivant sur la ligne néo-libérale ouverte en 1979 par M^{me} Thatcher, on finira par atteindre un monde merveilleux, et il y a les autres. Il y a ces autres qui pensent qu'il faut cesser de détricoter les liens sociaux et de détruire la nature et qu'il est grand temps de procéder à la reconstruction de la société. Certains ont commencé. Les convivialistes sont de ceux-là. Ils ont en partage une certaine idée de la manière de fonctionner en société pour que chacun puisse s'y sentir bien tout en poursuivant, ensemble, le bien commun. Plus de 3000 personnes se réclament aujourd'hui de cette perspective. Elles expriment cette conviction par leur signature, apposée sur le site internet du mouvement convivialiste¹. Elles y approuvent un *Manifeste convivialiste*² qu'une soixantaine d'auteurs, essayistes et universitaires, ont rédigé collectivement et qui ont réussi à faire venir auprès d'eux, très rapidement, plus d'une centaine d'autres³.

Ce volume propose des analystes convivialistes qui contribuent à l'ambition de reconstruire la société. Elles font référence au *Manifeste convivialiste* qui suggère un socle de principes dont les modalités doivent être soumises à discussion, et dont la mise en œuvre est à adapter aux différents secteurs de notre vie en société. L'adaptation à mener concerne les divers types d'activité qui font notre vie et les différents lieux où nous vivons et qui ont leur histoire et leur culture propre, en Europe, en Afrique, etc. Il s'agit en ce sens-là d'un socle pluri-versel et non universel. Ce qui est proposé n'est donc pas un nouveau corps de doctrine, une éthique complète, achevée. C'est une base solide de principes à décliner, à compléter. C'est aussi une grille pour rénover les analyses de la manière dont peut fonctionner la société.

Les universitaires et essayistes de ce courant de pensée se réunissent régulièrement en séminaire pour faire avancer leurs réflexions sur les contours d'une société conviviale possible et ils dialoguent avec de nombreux groupes de la

1. [<http://lesconvivialistes.org>].

2. VARIJ AUCTORES, 2013.

3. Voir la liste en fin d'ouvrage et le site internet.

société civile qui, dans de multiples domaines, contribuent par leurs actions, à cheminer vers une reconstruction de la société. Les textes de cet ouvrage sont nourris de ces rencontres et de ces discussions, je les ai organisés en deux parties.

Dans une première partie, j'ai repris des analyses qui conceptualisent le fonctionnement de la société convivialiste souhaitée. Elles sont présentées dans neuf chapitres qui ont pour objet de produire une nouvelle manière de penser, un renouveau de la réflexion concernant tant le politique que l'économique. Les dix chapitres de la seconde partie abordent l'analyse des diverses formes de la mise en mouvement de la société civile. Mise en mouvement sur des chantiers de dissidence par rapport au modèle dominant, chantiers existants, revendicatifs ou non, à étendre, chantiers nouveaux à ouvrir, et qui doivent être des chantiers de dissidence civique et pas seulement civile. C'est, dans une approche démocratique, la seule voie pour préparer la reconstruction de la société, comme communauté politique, communauté de citoyens, communauté organisée au-delà des oasis sectorielles ou locales que divers chantiers implantent plus ou moins durablement. Les unes et les autres sont tenues pour des pratiques sociétales transformatrices.

Tout cela n'épuise pas bien sûr tout ce qu'il y a à mener comme recherches sur la reconstruction de la société mais permet d'avancer. Toutes les analyses présentées ici s'accordent à souligner qu'il est indispensable de faire fonctionner les sociétés autrement et que cela est possible. Elles s'accordent aussi sur le socle pluri-versel des principes énoncés dans le *Manifeste*, mais ces analyses restent multiples et non définitives sur la manière de s'y prendre pour cheminer vers la société reconstruite, tout en s'employant à sa construction. Et même sur les structures et les modalités de fonctionnement de la société qui permettront de mettre en œuvre ce socle pluri-versel de principes. Il y a débat et les textes ci-après permettent aussi d'éclairer ce débat, et invitent à le poursuivre.

ANALYSES THÉORIQUES DU POLITIQUE ET DE L'ÉCONOMIQUE

Ce volume commence par des discussions générales concernant l'organisation de la société, c'est-à-dire le politique. Alain Caillé nous offre la première contribution. Sociologue, fondateur du Mauss, plus encore pour nous : c'est lui qui orchestre le développement du courant de pensée convivialiste. Il en est ainsi depuis qu'il a regroupé, autour de lui, ceux qui devinrent les co-auteurs du *Manifeste*⁴. Il nous montre ici comment la reconstruction de la société doit

4. L'idée convivialiste naquit lors d'un colloque que j'avais organisé sur ce thème à Tokyo en 2010. C'est à partir du dialogue que nous avons engagé à cette occasion qu'Alain Caillé, Serge Latouche, Patrick Viveret et moi-même, cosignâmes un premier ouvrage intitulé *De la convivialité. Dialogue sur la société conviviale à venir* (CAILLÉ *et al.*, 2011). Il revint à Alain Caillé de mobiliser autour de lui *Pour un manifeste convivialiste* (il rédigea personnellement à cet effet un ouvrage portant ce titre, CAILLÉ, 2011). C'est lui qui a avancé l'idée des quatre principes qui sont au cœur du *Manifeste*. Il a ensuite coordonné un numéro de la

passer par un processus qui permet à la fois de conserver et d'aller au-delà des idéologies politiques dont nous sommes les héritiers, principalement le libéralisme, le communisme, l'anarchisme, le socialisme. Il emprunte cette démarche de conserver/aller au-delà à Hegel qui emploie le terme *aufheben*, terme qu'on ne sait pas très bien traduire en français. Alain Caillé convoque aussi ce terme quand il s'interroge pour savoir si le convivialisme est de gauche, s'il est révolutionnaire. Pour lui le convivialisme est de gauche, il est révolutionnaire, mais il est aussi au-delà de la gauche, au-delà du révolutionnaire.

Jean Baubérot, ancien titulaire de la chaire Histoire de la laïcité à l'École pratique des hautes études, nous donne ensuite son analyse de la laïcité, idée aujourd'hui revendiquée à droite comme à gauche. Il nous rappelle qu'elle a été instituée en France comme « faiseuse de calme ». La vie pacifique, se construit, et exige de lutter contre les discriminations ce qui doit aller de pair avec la neutralité de l'État vis-à-vis des différentes religions et convictions. C'est indispensable pour un mode convivialiste d'organisation de la société. Mais il faut aussi prendre l'organisation de la société à la base, à sa formation concrète, c'est ce dont se préoccupe le philosophe François Flahault.

Il dresse un constat peu brillant de notre système éducatif chargé d'ouvrir aux jeunes la porte d'entrée dans la société. François Flahault incite à se recentrer sur cet objectif et à mobiliser tout ce qui permet à des jeunes, qui sont dotés d'un affect et pas seulement d'un intellect, de se socialiser. C'est-à-dire de participer activement à la société et par là, je dirais, à sa reconstruction. Ce n'est pas facile. Mais il n'y a pas que l'éducation qui soit un métier difficile, il y en a trois qui sont tout aussi impossibles selon Freud : « éduquer, gouverner, psychanalyser ». Parce que tous les trois visent un changement qui requiert la participation active de l'interlocuteur qui doit en être le co-auteur. C'est en rappelant cela que Pierre-Olivier Monteil, encore un philosophe, construit un argumentaire autour de la figure de l'autorité qu'il distingue de celle du pouvoir. Selon lui, l'autorité « propose, au lieu de contraindre ou d'intimider. On conçoit qu'il y faut du tact, pour que s'établisse une relation qui suscite le changement au lieu de l'exiger. Cela demande de miser sur l'autonomie de l'interlocuteur et d'adopter une posture qui ne se situe pas en surplomb, mais à ses côtés ». On retrouve là une logique convivialiste de base, présente aussi explicitement chez Jean Baubérot, quand il soutient qu'il faut, dans toutes les situations réversibles, être plus dans le convaincre que dans le contraindre.

Nos sociétés actuelles sont gouvernées bien moins par le politique que par l'économique et nous avons dans la suite de l'ouvrage une série de chapitres sur

revue du Mauss : *Du convivialisme comme volonté et comme espérance* (VARI AUCTORES, 2014), puis publié un ouvrage en son nom personnel : *Le convivialisme en dix questions. Un nouvel imaginaire politique* (CAILLÉ, 2015). Enfin en juin 2016, Alain Caillé et les convivialistes ont publié *Éléments d'une politique convivialiste*. J'ai publié dans cet esprit *Vers une civilisation de convivialité*, (HUMBERT, 2013).

la question économique. La place de l'économique dans nos sociétés présentes est plus précisément marquée par un arsenal d'indices qui sont là pour mesurer les performances, de tous, et de chacun, en toutes choses, sur lesquelles on constitue des *big data*. C'est à une analyse critique de ce phénomène que nous convie l'économiste Florence Jany-Catrice. Elle montre comment une batterie d'indicateurs nous gouvernent alors qu'ils nous rendent aveugles aux réalités pertinentes, en nous sidérant et en empêchant, en freinant – dit-elle – la reconstruction d'imaginaires *a minima* « déséconomisés ». Elle se réfère par ce terme à Serge Latouche, un économiste et philosophe.

Celui-ci dit s'attaquer aux nouveaux maîtres du monde qui vendent l'illusion de la croissance infinie. Il y oppose une « matrice d'alternatives » pour des sociétés de « non-croissance ». Plus explicitement il s'agit selon lui, de rompre avec la démesure et l'illimitation pour vivre dans des sociétés d'abondance frugale, localisées autour d'ensembles de population de petite taille. C'est une posture d'organisation des activités économiques qui ne cherche pas une organisation politique particulière. Au contraire de Castoriadis qui invite « à penser un horizon politique dans lequel le pouvoir pourrait incarner une société de l'autonomie accomplie ». Pour Serge Latouche, « la société de décroissance pourrait en théorie être mise en œuvre par les institutions politiques les plus diverses ». Serge Latouche emploie à plusieurs reprises le terme d'Utopie, sachant bien que nous sommes loin de ce que nous visons. Tant d'une démocratie directe idéale, difficile à définir mais qui reste un horizon de sens, que d'une massive relocalisation de l'économie, alors que les forces d'extension de la mondialisation continuent de se déployer. Elles le font en particulier au travers de traités internationaux de libre-échange, comme celui dit *TAFTA*, que l'Union européenne et les États-Unis négocient en ce moment, en préservant le plus possible le secret.

Susan George, essayiste et présidente du Transnational Institute d'Amsterdam, analyse ce qu'on en sait de ce traité et des autres traités bilatéraux signés par ailleurs. Elle montre l'urgence d'une résistance ordonnée face à une menace d'emprise encore plus forte exercée par ceux que Serge Latouche appelle « les maîtres du monde ». Susan George en nomme certains. Les entreprises transnationales qui s'autoproclament « entité politique » et qui affichent leur objectif de « surveiller, de faire avancer et d'accélérer, l'intégration des économies d'Amérique et de l'Europe ». « Soit une entité et un objectif pour lesquels aucun citoyen n'a voté à ma connaissance », écrit-elle. Bref, examinant le *TAFTA* au crible des questions posées par le convivialisme, elle conclut : « Le *TAFTA* serait un programme parfait d'anti-convivialisme. » À l'autre extrême de cette organisation tendancielle planétaire des marchés, se développent, en de multiples lieux, et en particulier en France, des systèmes locaux de monnaies complémentaires.

Christophe Fourel, qui préside l'association des lecteurs d'alternatives économiques et qui a par ailleurs réalisé, à la demande du gouvernement, un rapport

sur le sujet, en a proposé son analyse. Il a commencé par souligner « l'accélération et la diffusion de ces initiatives dans le double contexte de crise économique et de délitement du lien social ». En conclusion de son article, il suggère que ces dispositifs pourraient être de ceux qui permettent l'avènement d'une société convivialiste. À n'en pas douter, la reconstruction n'est pas achevée, elle est encore à s'affirmer et d'autres dispositifs et de multiples outils de transition seront certainement nécessaires à imaginer et à mettre en œuvre si, collectivement, notre société se décide à s'engager sur ce chemin.

Je me place moi-même en tant qu'économiste, dans cette hypothèse où un accord s'est fait et qu'il faut alors essayer de concevoir de quelle manière fonctionner. Comment organiser, dans une société convivialiste, les nécessaires activités de production et de répartition des biens matériels et des services dont nous aurons besoin. Elles resteront en effet nécessaires, même si le convivialisme doit nous permettre de sortir de ce désordre historique perpétré par le primat de l'économique comme disait Emmanuel Mounier (1949). Il s'agit de penser les activités économiques au sein d'une société guidée par autre chose que l'économique. Par autre chose que ces indices décriés par Florence Jany-Catrice dans un chapitre précédent, par autre chose que la course à la croissance perpétuelle fustigée plus haut par Serge Latouche, par autre chose que le profit des entreprises transnationales dénoncées ensuite par Susan George, par autre chose que les exigences d'une monnaie soumise aux marchés financiers et à laquelle on échappe partiellement par les monnaies complémentaires comme le montre juste auparavant Christophe Fourrel. Il s'agit maintenant de prendre la mesure de toute une série de changements dans l'économie, qu'il faudra entreprendre, pour réussir la reconstruction de la société, tant à l'échelon national, qu'à l'échelon planétaire.

ANALYSES DE PRATIQUES SOCIÉTALES TRANSFORMATRICES

Les contributions de la première partie aident à conceptualiser la manière de fonctionner, politiquement, économiquement selon un mode compatible avec les principes convivialistes. C'est évidemment assez éloigné des modes de fonctionnement actuels. Se posent alors deux questions. Tout d'abord celle de la détermination de balises pour visualiser le sentier de traverse qui mène de la société d'aujourd'hui, en partie déliquescence, à une société convivialiste. Ensuite vient une autre question cruciale. Comment des membres de la société, des sociétés, vont-ils quitter les sentiers où ils cheminent aujourd'hui et se lancer sur ce chemin de traverse en suffisamment grand nombre pour construire la, les sociétés conviviales ? Dans les chapitres de la seconde partie, quelques convivialistes vont apporter des éléments de réponse. Ils vont nous montrer que nombre de chantiers de dissidence civique sont déjà ouverts, préparant la reconstruction d'ensemble de la société par des pratiques sociétales transformatrices.

Pour Patrick Viveret, dont la contribution ouvre cette partie, le cheminement des peuples, la mise en route de la société civile, a bien commencé. Elle prend des formes multiples à travers les initiatives pleines d'enthousiasme émanant de ces nouvelles forces de vie que les enquêtes sociologiques évoquent sous le terme d'émergence des « créatifs culturels ». Il faut parvenir à faire qu'ils mutualisent leurs apports sans qu'ils perdent leurs singularités, mais « en dépassant la fragmentation actuelle qui les rend inaptes à peser sur des enjeux macro-sociaux ». C'est de cette façon qu'un tel processus de co-construction d'un mouvement convivialiste se mettrait en place. En dépit de la réelle ampleur de tous ces chantiers de base, leur élargissement en spirale auquel pense Patrick Viveret, semble difficile à mettre en œuvre. Il en explique lui-même les raisons : la route est parsemée d'écueils. En outre, si la plupart de ces chantiers sont bien des mouvements de base populaire, ils ne s'inscrivent pas dans une perspective générale de reconstruction de la société, mais dans des perspectives d'aménagement localisé, sectorisé. La transition énergétique, les droits de l'homme, les monnaies complémentaires, la transformation personnelle restent des opérations ponctuelles, même si certaines ont des antennes en quelques points dispersés sur la planète. Bref, il faut certainement s'appuyer sur cet existant, mais cet existant n'a pas mobilisé massivement et ses modestes mobilisations restent éparpillées. Il est donc indispensable de progresser dans ces domaines.

Thomas Coutrot, porte-parole d'Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne), propose une analyse inspirée de ce que fait ce mouvement qui se dit d'éducation populaire tournée vers l'action citoyenne. Fort de 150 comités locaux en France et implanté dans une trentaine de pays, il est chapeauté par un conseil scientifique qui produit des documents destinés à quelques dizaines de milliers de militants de base et à de très nombreuses associations correspondantes. Ces publications, lettres, dépliants, ouvrages, permettent de positionner le mouvement sur la scène médiatique. Thomas Coutrot a contribué à l'élaboration du *Manifeste convivialiste*, aux côtés d'autres membres d'Attac⁵ mais précise qu'il l'a signé en son nom personnel, et c'est aussi à ce titre qu'il écrit ce chapitre. Il trouve que le *Manifeste* a produit des avancées remarquables, mais qu'il a des insuffisances et il s'efforce de les montrer en liaison avec certaines de ses propositions qui n'ont pas été introduites dans le texte final du *Manifeste*. Il commence par présenter ses critiques en invoquant le travail⁶ de John Kelly qui définit les conditions nécessaires à la mise en mouvement du peuple. Selon Thomas Coutrot, ces conditions de Kelly ne peuvent être satisfaites par les propositions du *Manifeste convivialiste*. En effet le *Manifeste* ne définit pas ses objectifs de manière assez précise et n'a pas visé de premiers objectifs vite atteignables. En outre, deux autres conditions,

5. Il cite Geneviève Azam et Gustave Massiah.

6. KELLY, 1998. Thomas Coutrot se réfère également à ALISNKY, 1971.

peut-être plus importantes, en tout cas bien indispensables selon John Kelly au succès d'une mobilisation, ne sont pas remplies. D'une part, il faudrait identifier clairement l'adversaire, ce que ne fait pas vraiment le *Manifeste*. Il ne dénonce pas explicitement les oligarchies économiques et politiques qui sont les responsables depuis tant d'années de la lente destruction des liens sociaux. D'autre part, il faut identifier le « nous », le collectif à mobiliser. Quand le *Manifeste* parle de communauté politique légitime, il en vient immédiatement à l'État, mais cet État est aux mains d'une oligarchie politique constitué par un système de démocratie représentative qui a professionnalisé la politique. Le « nous » ne peut être que le peuple qui aujourd'hui se détourne d'une vie politique confisquée par les oligarchies et il faut explicitement affirmer que c'est bien le peuple, qui est le « nous » qui doit se mobiliser. Thomas Coutrot plaide en quelque sorte pour que le *Manifeste* soit plus explicite sur les changements radicaux nécessaires à l'émancipation sociale. Quant aux moyens pour obtenir des résultats, il souligne l'intérêt d'une forme de mobilisation qui n'était pas en usage jusqu'alors à Attac, la désobéissance civile et la non-violence de masse. Il en donne pour exemple l'opération de détention illégale de chaises de la banque HSBC, dérobées pour dénoncer leurs pratiques d'évasion fiscale, et note qu'y ont participé⁷, au moins en partie au nom des convivialistes, Alain Caillé, Susan George, Edgar Morin et Patrick Viveret.

La contribution suivante est due à Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire au Plan et porte-parole du Pacte civique. Cette association qui concerne la France a été créée en 2011. Elle a 2 780 adhérents individuels et 140 organisations affiliées. Elle se montre très active autour des questions de la qualité démocratique, de l'emploi et de la fraternité. Jean-Baptiste de Foucauld souligne que le Pacte civique propose à ses adhérents de signer des engagements (32), certains sont des engagements à prendre par des personnes, selon l'idée de Gandhi « soyons nous-mêmes le changement que nous voulons », certains sont à prendre par des entreprises, certains sont à prendre par des responsables politiques. Tous ces engagements lui paraissent très modestes au regard du *Manifeste convivialiste* qui lui paraît plus radical. Cependant le Pacte n'arrive pas à convaincre aussi largement qu'il espérait. Pourtant, c'est la société tout entière qui doit bouger, souligne Jean-Baptiste de Foucauld en évoquant ce qu'indique Thomas Coutrot. Mais celui-ci mentionne un autre élément, la définition d'un projet de long terme, ce qui manque peut-être au Pacte civique puisqu'il « ne définit pas la société idéale de demain », faisant l'hypothèse que du respect des engagements proposés émergerait une dynamique vertueuse.

Si le Pacte civique est franco-français, c'est une thématique internationale qui est traitée par Gustave Massiah, ingénieur et économiste, vice-président

7. La presse française en a rendu compte le lendemain du 8 avril 2015, quand des personnalités ont commencé à faire circuler les chaises qui sont passées chez les uns et les autres pour égarer les recherches policières.

d'Attac et ancien président du Centre de recherches et d'informations sur le développement. Il a été impliqué dans tous les mouvements de solidarité internationale depuis les années 1970 et nous montre dans son texte quelle en est la dynamique aujourd'hui. Elle n'est plus celle portée par la décolonisation et qui les a structurés dans les années 1970-1980. Elle n'est pas non plus celle qui dans les années 1990-2000 a fait naître et a développé le forum social mondial. Son ressort principal était alors la contestation de la mondialisation capitaliste ; l'anti-mondialisme était une sorte de lutte des classes internationalisée bien que le forum social mondial tenait à rester indépendant vis-à-vis des partis politiques et des syndicats. Depuis, et c'est visible principalement après les printemps arabes de 2011 et les mouvements comme *Occupy wall street*, le rôle des engagements individuels par rapport aux collectifs a pris beaucoup plus d'importance. Les militants se lancent dans des projets de changement de la société et du monde, sur des secteurs qui les motivent – comme le droit des femmes – sans les subordonner à un changement social général. Sur des lieux physiques, comme les places. Et ils utilisent les réseaux sociaux numériques pour articuler de manières nouvelles les résistances et les luttes d'émancipation. Ils pratiquent comme l'évoque aussi Thomas Coutrot le recours à des formes de désobéissance individuelle et collective, ainsi que des méthodes qui relèvent de la non-violence active. C'est une nouvelle culture politique qui se crée et qui bouscule l'ancien monde dans le sens montré par le *Manifeste convivialiste*.

Dans les mouvements qui animent les peuples, la solidarité internationale est donc un mouvement ancien, liée à l'époque post-coloniale, et bien qu'il évolue, on remarque en lisant l'article de Gustave Massiah que la question de l'environnement ou de la transition écologique reste marginale. C'est pourtant, non seulement un souci planétaire objectivement majeur, depuis 1972, mais c'est devenu un thème mobilisateur massif. C'est ce que défend Jean-Claude Pierre dans sa contribution. Il nous rappelle une expression que l'on doit à Barry Commoner (1966) : « Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ? », une question qui parle à tous sur toute la planète. C'est à n'en pas douter avec cet esprit que le pape François s'est engagé dans un prosélytisme écologique avec l'encyclique *Laudato si'*, dont les Églises s'étaient tenues éloignées. Il y a là à n'en pas douter un réel espoir de mobilisation pour la reconstruction des sociétés. On comprend que l'écologie convivialiste, pour Jean-Claude Pierre, est une écologie compréhensive, de solidarité active au nom de la Vie dont les êtres humains sont membres tout autant que le ver de terre ou le panda : on voit là qu'il convoque également le moine bouddhiste Matthieu Ricard⁸ pour cette écologie humaine de reliance conviviale.

Le chapitre suivant est le fait de Denis Vicherat, éditeur, porte-parole d'Utopia qu'il présente comme « une coopérative citoyenne et politique [qui] se veut

8. Matthieu Ricard a très vite rejoint les convivialistes (voir liste des premiers soutiens en annexe).

un trait d'union entre le monde intellectuel, le mouvement social et le monde politique ». Ce mouvement issu des jeunesses socialistes il y a une quinzaine d'années comporte un millier d'adhérents, et 5 000 sympathisants qui pour la plupart viennent de différents partis de gauche, toutefois à peine la moitié se revendique encore d'un parti politique. L'orientation générale est le débat d'idées marquée par des convictions opposées au dogme de la croissance, de la manière de considérer le travail et de la notion occidentale du progrès. En 2014, leur maison d'édition a publié l'ouvrage de l'équatorien Alberto Da Costa, théoricien du *Buen vivir*. Denis Vicherat insiste sur le souhait du maintien pour leur structure, d'une taille relativement petite, pour la qualité du fonctionnement en interne, en revanche il penche pour la création d'une sorte de confédération convivialiste, souple. Une souplesse qui anime Utopia. Il explique cette option par son analyse de l'engagement des militants. Celui-ci est souvent commenté comme ayant un niveau qui se serait affaïssé. C'est vrai dit-il de l'engagement « sacrificiel » fondé sur le devoir civique et la démocratie représentative. Mais il y a un nouveau militantisme qu'il qualifie « d'existentiel » marqué par un engagement plus concret, plus pragmatique qu'idéologique, plus fondé sur le local, la convivialité et la démocratie participative ou directe. Des militants qui apprécient de pouvoir militer, de manière flexible, avec un temps donné à chacun de ceux qui le souhaitent pour pouvoir s'exprimer, ou pas, sans le jeu des énormes assemblées générales bouclées à l'avance, et avec la recherche honnête d'un consentement général. Ce que pratique Utopia.

Tandis que Patrick Viveret ou Jean-Baptiste de Foucauld parient sur des engagements civiques, Denis Vicherat souligne donc une réalité plus populaire, existentielle, mais aussi plus diffuse qui n'a que faire des grandes institutions. On imagine mal organiser de la démocratie participative pour de très grands nombres. En revanche cela doit être possible à l'échelon d'une ville. C'est à ce niveau qu'Anne-Marie Fixot, géographe, se situe. La ville, souligne-t-elle, c'est l'espace vécu par plus de la moitié de l'humanité, à titre individuel et collectif. Quand on parle de société humaine, il est devenu commun aujourd'hui de penser qu'il est question d'un État-nation et non de cette « micro-société » qu'est la ville. Elle est pourtant bien celle, car le plus souvent à taille humaine, où peut s'exercer pleinement un mode de vie convivialiste. C'est dans cet esprit qu'Anne-Marie Fixot explore ici trois questions. Celle des espaces et lieux publics qui tendent à être privatisés, la question de l'habiter comme rapport fondamental à l'espace et au temps, et enfin la participation des habitants aux affaires publiques et aux aménagements urbains. C'est cette dernière qui est le plus souvent sous-entendue quand on évoque la démocratie participative en ville.

De Denis Vicherat à Anne-Marie Fixot, nous passons de discussions générales à des analyses au contenu bien concret et véritablement local, là où la participation de chacun est immédiatement visualisée, appréciée, valorisée peut-être.

Chacun de ceux qui vivent dans la ville au quotidien, peut-il être interpellé par l'idée convivialiste, par une analyse convivialiste? C'est un peu de cela dont nous parle Pierre Monéger-Rogge en nous confiant ses analyses de l'essai d'une pratique au sein du cercle convivialiste ouvert en Haute-Bretagne. Le convivialisme au quotidien est, selon lui, compris plutôt comme une grille de lecture de l'action et de sa qualification, pour ceux qui ont le souci du bien commun et qui prennent le temps de s'interroger sur leurs divers engagements. C'est donc pour lui un guide, grâce à une mise en perspective utopique construite avec rigueur intellectuelle.

La ville aujourd'hui, la grande, mais aussi la petite, est également un domaine où les plus pauvres sont nombreux. C'est d'eux dont se soucie Bruno Tardieu, co-directeur du centre de mémoire et de recherche d'ATD Quart-Monde international. Et il nous dit combien, qu'ils l'expriment ou non, les exclus, que produit en nombre la machine technico-économique, veulent « non pas survivre nourris et hébergés, mais vivre avec les autres. Ils veulent la convivialité c'est pour eux aussi essentiel que l'air et l'eau ». Son chapitre, qui est aussi un témoignage, souligne la pertinence du *Manifeste* et la nécessité d'une alliance avec les plus faibles. Elle doit aller, selon lui, jusqu'à les aider à exprimer leurs savoirs. Ils savent au moins autant que tout autre ce qu'humain veut dire et en particulier ils savent comprendre les incompréhensions. C'est un des savoirs importants selon Edgar Morin. Il est donc essentiel, écrit Bruno Tardieu, de croiser les savoirs universitaires avec ces savoirs des plus démunis.

Tous ces chapitres nous amènent à réfléchir sur des mobilisations qui sont motivées par des volontés de changement, avec des spectres précis, comme tous ceux évoqués par Patrick Viveret, plus étendus comme ceux présentés par Gustave Massiah, généraux comme avec Thomas Coutrot, Jean-Baptiste de Foucauld ou Denis Vicherat, sectoriels comme l'écologie, la ville, l'individuel, le quart-monde avec Jean-Claude Pierre, Anne-Marie Fixot, Pierre Monéger-Rogge ou Bruno Tardieu. Mais nous n'avons pas encore réfléchi à ce qui est une tradition de l'analyse du fonctionnement de la société, où il est usuel de considérer que trois modalités sont à l'œuvre. Le marché, la modalité qui paraît dominante et responsable principalement évoquée de nos maux. L'État qui s'est désengagé et dont il subsiste la dette et des dysfonctionnements graves qui nous font douter et qui nous font souffrir. Et enfin, le tiers-secteur, c'est-à-dire les associations, qui constituent ce qu'on appelle encore la société civile, entre secteur privé capitaliste et secteur public. Il revient à Josette Combes, co-présidente du MES, mouvement pour l'économie solidaire, de nous décrypter ce que l'on peut espérer de ce grand ensemble. Elle s'efforce de répondre à la question : « En quoi le fait de s'associer à d'autres peut être un levier d'amélioration de son propre sort d'une part et du sort de l'espèce humaine *in fine*? » La réponse est d'autant plus difficile que ce « secteur » est éminemment hétérogène et que bon nombre d'associations ne se proposent aucunement cet objectif ou/et ne cherchent pas à

se donner les moyens de le suivre. Néanmoins, ces associations sont un ferment d'où sortent des personnes, des forces actives qui tentent de mobiliser largement, comme dans le cadre de l'économie sociale et solidaire. Ces forces tentent de faire converger les divers courants de la société civile, comme elles l'ont exprimé dans une déclaration lors du sommet de Tunis de 2014⁹ :

« L'assemblée souhaite que les acteurs de la société civile articulent au mieux leurs actions pour que l'ensemble des habitants de la planète recouvrent leurs droits et substituent à un système économique fondé sur l'égoïsme individuel, la prédation des ressources, la compétition, la domination masculine et la guerre, une économie de la fraternité, la sobriété, la coopération et la paix entre tous les humains. »

Ceci, comme l'écrit Josette Combes, permet à la fois de vérifier la pertinence du fonds général de valeurs mises en jeu par le *Manifeste*, mais montre aussi que le basculement souhaité par l'ensemble des acteurs se fait attendre. Mais les basculements formidables ne sont pas toujours annoncés à l'avance. Relisons Ivan Illich. Il écrivait (Illich, 1973, p. 148) :

« En un temps très court, la population perdra confiance non seulement dans les institutions dominantes, mais aussi dans les gestionnaires de la crise [...]. Un événement imprévisible et probablement mineur servira de détonateur à la crise, comme la panique de Wall Street a provoqué la Grande Dépression [...]. Du jour au lendemain, d'importantes institutions perdront toute respectabilité, toute légitimité et leur réputation de servir le bien public. C'est ce qui est arrivé à l'Église de Rome sous la Réforme et à la monarchie française en 1793. En l'espace d'une nuit l'impensable devenait l'évidence. »

Que cette citation ne soit pas tenue pour une prophétie, mais comme un encouragement. À poursuivre les analyses pour préciser les contours de la société souhaitée et possible ainsi qu'à prolonger les réflexions sur la manière dont on peut libérer et soutenir la mise en mouvement des citoyens et du peuple, pour qu'ils réussissent la reconstruction de la société et puissent l'habiter en toute convivialité.

9. Cité d'après Josette Combes dans ce volume.